

Compte rendu sommaire du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'

Séance du 11 décembre 2020, à distance

Le onze décembre deux mille vingt, à 9h30, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le quatre décembre deux mille vingt, s'est réuni à distance, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice :	107
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	72 (dont 5 pouvoirs)
Nombre de personnalité qualifiée extérieure présente :	2

Étaient présents :

Titulaires (56) : Frederic Sitbon (Asnières-sur-Seine), Zahia Bouzidi (Aubervilliers), Lea Ikkache (Arcueil), Bruno Tudor (Bagneux), Michèle Vasic (Bezons), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Vincent Mezure (Bougival), Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne), Samuel Besnard (Cachan), Marie-Hélène Magne (Charenton), Andy Kangoud (Chatillon), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Kristian Bolle (Choisy-le-Roi), Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Sophie Merchat (Enghien-Les-Bains), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Ingrid Adelaïde-Beaubrun (Le Bourget), Christophe Paquis (Les Lilas), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Alexandrine Mounier (Nanterre), Antoine Gougeon (Nogent sur Marne), Florent Lacaille Albiges (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Pierrick Amella (Pantin), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Frederic Sgard (Rueil Malmaison), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Christophe Piercy (Saint-Denis), Michel Budakci (Saint-Maurice), Patrice Pattée (Sceaux), Nicolas Moreau (Vaucresson), Thierry Duboc (Villejuif), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Emmanuel Lion (Versailles), Robin Louvigné (Vincennes), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), Henri Carratella (Grand Paris Grand Est), Mickaël Rigault (Grand Paris Grand Est), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Pascale Flamant (Grand Paris Seine Ouest), Christophe Najdovski (Métropole du Grand Paris), Ibrahima Traore (Val-de-Marne), Yann Wehring (Ile-de-France) ;

Suppléants avec voix délibératives (11) : Ouissam Mechria (Argenteuil), Ines Guibert (Courbevoie), Adrien Dedon (Clichy-la-Garenne), Sylvie Meline (Créteil), Françoise Carteau (Gentilly), Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre), Matthieu Devriendt (Montrouge), Olivier Damas (Saint-Mandé), Laurent Monjole (Saint-Cloud), Marie-Claude Huart (Grand Paris Grand Est), Antoine Dupin (Grand Paris Seine Ouest) ;

Suppléants sans voix délibératives : Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), Lauriane Teyssier (La Garenne Colombes), Monique Gascoin (Noisy-le-Sec) ;

Personnalités Qualifiées : Frédéric Heran, Christine Lambert ;

Excusés ayant donné pouvoir (5) : Gabriel Galliot (Le Blanc Mesnil) donne pouvoir à Frederic Sitbon, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) donne pouvoir à Patrice Pattée, Alain Mathioudakis (Grand

Paris Seine Ouest), donne pouvoir à Bertrand-Pierre Galey, Isabelle Debré (92) donne pouvoir à Sophie Deschiens, Patrick Ollier (Métropole du Grand-Paris) donne pouvoir à Sylvain Raifaud ;

Excusés : Jean-François Ploteau (Argenteuil), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Antoine Pirolli (Grand Paris Grand Est) ;

Assistaient également à la séance : Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Nathalie Couram, Responsable de l'administration générale et des RH, Fatima Ulrich, chargée de la communication, MM. Hugues Celier, Directeur des techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (Régie Velib') de la séance du 10 juin 2020
2. Approbation de la séance à huis-clos ;
3. Avis sur l'approbation de l'avenant n°1 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' ;
4. Avis sur le Budget Supplémentaire n°1 de la Régie Autonome Velib' 2020 ;
5. Avis sur l'approbation des modifications des contributions 2020 du « budget annexe » ;
6. Avis sur les montants des contributions 2021 au Syndicat.

Le Président a ouvert la séance à 9 heures 45 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Il souhaite la bienvenue aux personnalités qualifiées, siégeant pour la première fois, Mme Christine Lambert et M. Frédéric Héran.

M. Patrice Pattée est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (Régie Velib') de la séance du 10 juin 2020

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 10 juin 2020.

*Pour (2 580,678): Asnières-sur-Seine (23), Argenteuil (7), Aubervilliers (14), Arcueil (9), Bagneux (14), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Chatillon (7), Choisy-le-Roi (4), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Les Lilas (7), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Rungis (3), Saint-Ouen (11), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Vaucresson (1), Villejuif (21), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Pascale Flamant) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Métropole du Grand Paris (Christophe Najdovski) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Île-de-France (80)
Abstention (33) : Bezons (3), Champigny-sur-Marne (10), Noisy-le-Sec (5), Vitry-sur-Seine (14), Christine Lambert (Personnalité qualifiée) (1),
Contre (1) : Frédéric Heran (Personnalité qualifiée) (1).*

Le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 10 juin 2020 est approuvé.

2. Approbation de la séance à huis clos (délibération VM 2020 07)

L'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 autorise la réunion à distance de l'organe délibérant pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire.

Du fait de l'état d'urgence sanitaire et des contraintes de déplacement maintenues pour l'ensemble de la population afin de limiter la propagation du Covid-19, la séance du comité syndical du 11 décembre 2020 se tient en visioconférence.

Le rapport de présentation de l'ordonnance n° 2020-391 précise que dans ce cadre, "l'assemblée délibérante peut également continuer à décider de se réunir à huis clos".

De plus, l'article 9-4 des statuts du Syndicat Autolib' et Velib' métropole, stipule : « les séances du Comité syndical sont publiques. Toutefois, à la demande du/de la président(e) ou de cinq au moins de ses membres, le Comité syndical peut décider, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se tenir à huis clos... »

Du fait des difficultés pratiques et matérielles connues dans le cadre des règles actuelles de prévention sanitaire pour le personnel du Syndicat, je vous propose que la séance se déroule exceptionnellement à huis clos. Toutefois, le compte-rendu et le procès-verbal de la séance ainsi que la publicité des délibérations seront régulièrement assurés.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu les statuts de la régie autonome Velib'

Vu la loi n°2020-1379 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire du 14 novembre 2020 ;

Vu l'article 6 de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 et le rapport de présentation de l'ordonnance n° 2020-391 ;

Considérant la tenue en visioconférence de la séance du Comité syndical du 11 décembre 2020,

Considérant les difficultés pratiques et matérielles connues dans le cadre des règles actuelles de prévention sanitaire pour le personnel du Syndicat ;

Le Comité syndical, intervenant en substitution du conseil d'exploitation après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité, de se réunir exceptionnellement à huis clos.

3. Avis sur l'approbation de l'avenant n°1 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' (délibération VM 2020 08)

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la métropole parisienne, de nombreuses collectivités et établissements publics se sont rassemblés au sein du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour permettre à leurs habitants et aux actifs d'accéder à des services de location de véhicules légers électriques et de vélos en libre-service (VLS).

Le service Velib' initié par Paris et étendu dans 30 communes dans un rayon de 1,5Km existe depuis 2007. Il a donné lieu à la passation d'un premier marché public qui s'achève au 31 décembre 2017.

Ce service public ayant rencontré un vif succès et ayant permis le développement de la pratique du vélo sur les territoires disposant de stations, il est apparu opportun d'étendre ce service à toute la Métropole.

En effet, la Métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable.

Or, la mise en place d'un service public de vélos en libre-service à l'échelle du territoire de la Métropole constitue un levier pour répondre aux enjeux d'attractivité métropolitaine, de lutte contre la pollution de l'air et de bruit ainsi qu'aux actions de mobilité durable.

Dans cette optique, la Métropole du Grand Paris a adhéré au Syndicat le 6 mars 2017 afin d'une part, d'être associée à la mise en œuvre du nouveau marché conclu pour une durée de 15 ans à compter du 1er janvier 2018 et d'autre part, de participer au financement du service pour les communes souhaitant maintenir ou adhérer au service Velib'. Une convention a été signée entre le Syndicat et la Métropole du Grand Paris le 20 décembre 2017 définissant ainsi les conditions de financement du service Velib' Métropole par la Métropole.

Après une première phase de déploiement de 1402 stations Velib' dont 392 stations installées dans les communes adhérentes hors Paris et en raison du succès croissant du service public Velib' auprès des usagers, il est envisagé la réalisation de nouvelles stations et l'extension du service, en dehors de Paris, sur de nouvelles collectivités adhérentes au Syndicat.

La Métropole du Grand Paris a adopté un plan de relance le 15 mai 2020 prévoyant l'extension du service Vélib' en permettant la création de 100 nouvelles stations d'ici 2022.

Aussi, pour répondre aux demandes d'extension et de développement du service Velib' formulées par les communes de la Métropole du Grand Paris d'une part, et prendre en compte les modalités de financement de nouvelles stations Velib' telles qu'organisées dans le marché 201701-1 conclu entre le Syndicat et la société SMOVENGO pour la conception, la fabrication, la pose, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service, il est nécessaire de modifier par voie d'avenant l'article 2 de la convention initiale liant le Syndicat à la Métropole du Grand Paris portant sur la participation financière de la Métropole du Grand Paris.

Le projet d'avenant proposé vise à préciser les conditions du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à cette nouvelle phase de déploiement du service Velib' pour 100 stations sur le territoire métropolitain.

Le montant de la participation financière de la Métropole du Grand Paris, pour les nouvelles stations commandées et implantées sur son territoire hors Paris, après le 1er janvier 2020, dans la limite de 100 stations, est de 10 000 € par an et par station, en moyenne sur la durée restante du marché, avec 55 000 € l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

La Métropole du Grand Paris finance ainsi l'investissement majoré de la première année, conformément au plan de relance. Sa participation est versée en une ou plusieurs fois, selon un échéancier établi chaque année.

La présente délibération a pour objet d'émettre un avis sur le projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi et d'autoriser le Président du Syndicat à signer cet avenant n°1 de la convention de financement et de suivi.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles créant la Métropole du Grand Paris ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République renforçant le statut de la Métropole du Grand Paris ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ;

Vu les statuts de la Régie autonome Velib' ;

Vu le marché de vélos en libre-service-Velib' notifié le 9 mai 2017 ;

Vu la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' Métropole, signée le 20 décembre 2017 ;

Vu la délibération de la Métropole du Grand Paris CM2020/12/01/10 du 1^{er} décembre 2020 portant approbation du projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' Métropole visant à préciser les conditions du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à cette nouvelle phase de déploiement du service Velib' pour 100 stations sur le territoire métropolitain, annexé à la présente délibération ;

Considérant la compétence de la Métropole du Grand Paris en matière de mise en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable ;

Considérant l'adhésion en date du 6 mars 2017 de la Métropole du Grand Paris au Syndicat permettant d'une part, de l'associer à la mise en œuvre du nouveau marché conclu pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2018 et d'autre part, sa participation au financement du service pour les communes souhaitant maintenir ou adhérer au service Velib' ;

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE, à l'unanimité, sur les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération.

4. Avis sur le Budget Supplémentaire n°1 de la Régie Autonome Velib' 2020 (délibération VM 2020 09)

Le budget supplémentaire, est établi généralement au second semestre de l'année, et a essentiellement pour objectif de reprendre les résultats budgétaires de l'exercice précédent.

En effet, le budget 2020 a été voté en séance le 19 décembre 2019, ainsi l'exécution budgétaire 2019 n'étant pas clôturée, les résultats de l'exercice 2019 du budget annexe n'ont pu être repris, lors de l'élaboration du Budget primitif 2020.

Le compte de gestion 2019, le compte administratif 2019 et la délibération d'affectation du résultat 2019 ont été approuvés en séance le 10 juin 2020.

Les résultats de l'exécution 2019 étant désormais approuvés, il convient d'une part d'intégrer au budget ces résultats budgétaires et d'autre part d'opérer plusieurs ajustements budgétaires notamment, sur le montant du marché et de l'intéressement à reverser au titulaire du marché ainsi qu'au niveau des recettes usagers et des contributions des Collectivités.

En outre, compte tenu du niveau de recettes usagers de l'exercice bien supérieur à la prévision budgétaire initiale consécutif à l'engouement exponentiel des usagers pour le service, le Syndicat est en mesure d'engager des 2020 des nouvelles actions visant à améliorer plus encore le service afin de répondre aux besoins croissants exprimés par les usagers :

- Versement d'un acompte de 25% sur 83 stations supplémentaires commandées.
- Augmentation de 5% du nombre de vélos à assistance électrique.

Il est à noter que les résultats de l'exploitation du service permettent non seulement d'engager ces nouvelles actions tout en minorant les contributions des Collectivités pour l'exercice 2020 passant ainsi d'une contribution initiale de 20 000 € par station à 19 825 € soit : -175 € par station.

En dépenses de fonctionnement :

- Hausse du montant du contrat à verser au titulaire du marché : + 21 922 € ;
- Augmentation du montant de l'intéressement à verser au titulaire du marché : +134 328,00 € ;
- Acompte de 25% sur 83 nouvelles stations commandées : + 1 202 927,24 € ;
- Augmentation du nombre de vélos à assistance électrique : + 753 000 € ;
- Baisse du montant de l'indemnité Vélos volés : - 130 609 € ;
- Augmentation des charges exceptionnelles : + 14 000 € ;
- Baisse du virement à la section d'investissement : - 6 308,48 €.

En recettes de fonctionnement :

- Excédent de fonctionnement reporté : + 272 684,76 € ;
- Augmentation des recettes usagers : + 1 700 000 € ;
- Baisse des contributions des collectivités : - 473 425 € ;
- Baisse de la subvention de la Métropole du grand Paris : - 10 000 € ;

- Application de pénalités service incomplet : + 500 000 €.

Le budget de fonctionnement total de l'exercice après le présent BS s'en trouve modifié passant ainsi de **46 958 310,00 €** à **48 947 569,76 €**.

En recettes d'investissement :

- Résultat d'investissement 2019 reporté : 6 308,48 €.
- Baisse du virement de la section de fonctionnement : - 6 308,48 €.

Le budget d'investissement total de l'exercice après le présent BS est inchangé soit un montant total de **77 500,00 €**.

Ainsi, après l'affectation des résultats 2019 au budget supplémentaire 2020 et les différents ajustements budgétaires opérés, les recettes et dépenses de fonctionnement et d'investissement énoncées dans le cadre de ce budget supplémentaire seront en équilibre.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,

Vu les statuts de la régie autonome Velib'

Vu l'instruction budgétaire M14,

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,

Considérant qu'il y a lieu de se prononcer sur le budget supplémentaire 2020 du budget annexe.

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE sur le budget supplémentaire 2020 du budget annexe.

Pour (2 586,678): Asnières-sur-Seine (23), Argenteuil (7), Aubervilliers (14), Arcueil (9), Bagneux (14), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Chatillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Choisy-le-Roi (4), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Les Lilas (7), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Rungis (3), Saint-Ouen (11), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Vaucresson (1), Villejuif (21), Vitry-sur-Seine (14), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Pascale Flamant) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Métropole du Grand Paris (Christophe Najdovski) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), Frédéric Heran (Personnalité qualifiée) (1), Christine Lambert (Personnalité qualifiée) (1) ; Abstention (25) : Bezons (3), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2) ; Contre (0).

5. Avis sur l'approbation des modifications des contributions 2020 du « budget Annexe » (délibération VM 2020 10)

Les montants des contributions obligatoires au budget annexe de la Régie Velib' pour 2020 sont modifiés, compte tenu du niveau de recettes usagers supérieur à la prévision budgétaire.

- Pour la Ville de Paris : 19 825 € par station, soit 1 250 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 575 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 825 € par station, soit 1 250 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 575 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,

Vu les statuts de la régie autonome Velib',

Vu l'instruction budgétaire M14,

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,

Considérant qu'il y a lieu de se prononcer sur la modification des contributions 2020 du budget annexe,

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE sur la modification des contributions 2020 du budget annexe.

Pour (2 591,678) : Asnières-sur-Seine (23), Argenteuil (7), Aubervilliers (14), Arcueil (9), Bagneux (14), Bezons (3), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Chatillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Choisy-le-Roi (4), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Les Lilas (7), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Rungis (3), Saint-Ouen (11), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Vaucresson (1), Villejuif (21), Vitry-sur-Seine (14), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Pascale Flamant) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Métropole du Grand Paris (Christophe Najdovski) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), Frédéric Heran (Personnalité qualifiée) (1), Christine Lambert (Personnalité qualifiée) (1) ;
Abstention (20) : Creteil (20) ;
Contre (0).

6. Avis sur les montants des contributions 2021 au Syndicat (délibération VM 2020 11)

Les montants des contributions obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) :
 - 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'.
 - Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1er janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station,
 - Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1er janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
 Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment les articles 8-2, 8-3 et 14;
 Vu les statuts de la régie autonome Velib' ;

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE à l'unanimité, sur les montants des contributions 2021 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1er janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station, Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1er janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2021.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h10.

Le Président,

Sylvain Raifaud